

**Fiche de poste**  
**Secrétariat Général - Service des Ressources Humaines**

---

<b>Intitulé du poste :</b>	Ergonome
<b>Corps concernés :</b>	contractuel de droit public (catégorie A)
<b>Grade :</b>	
<b>Affectation :</b>	Ministère de la Justice / Secrétariat général / Service des ressources humaines Sous-direction des statuts, du dialogue social et des conditions de vie au travail
	<b>Bureau de la santé et de la qualité de vie au travail</b>
	<b>Section santé, sécurité au travail / qualité de vie au travail</b>
<b>Localisation :</b>	Ministère de la Justice (site Olympe de Gouges), 35 rue de la Gare, 75019 PARIS
<b>Poste profilé :</b>	Oui <b>Statut du poste :</b> création de poste

---

Le secrétariat général du ministère de la justice assiste le ministre dans l'administration du ministère. Il assure une mission générale de coordination des services et de modernisation du ministère et propose, à cette fin, les évolutions dans l'organisation et le fonctionnement de celui-ci. Il assure la synthèse des dossiers et documents stratégiques transversaux. Il est notamment responsable des ressources humaines du ministère.

**I - Missions et organisation du service :**

Le service des ressources humaines (SRH) est chargé d'élaborer les orientations générales de la politique ministérielle des ressources humaines et de coordonner l'activité des responsables des ressources humaines des directions et services du Ministère et des établissements qui en relèvent.

Au sein du SRH, la sous-direction des statuts, du dialogue social et de la qualité de vie au travail (SDSDSQVT) coordonne l'élaboration des textes statutaires, indiciaires et indemnitaires des personnels et le dialogue social du ministère. Elle définit la politique ministérielle en matière de santé et sécurité au travail et d'amélioration des conditions de travail et conduit la politique d'action sociale. Elle pilote la modernisation des systèmes d'information en matière de ressources humaines.

**Le bureau de la santé et la qualité de vie au travail (BSQVT) :**

- élabore et met en œuvre la politique santé, sécurité et qualité de vie au travail conduite pour l'ensemble des personnels du ministère ; à ce titre, il pilote et assure la coordination des plans ministériels dans ses domaines de compétence (SST, handicap, santé...);
- pilote le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel (CHSCT-M) et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'administration centrale (CHSCT-AC) ;
- anime et coordonne l'action des départements des ressources humaines et de l'action sociale (DRHAS) des délégations interrégionales (DIR SG) en matière de santé, de sécurité et de qualité de vie au travail ;
- anime, en s'appuyant sur les DRHAS, le réseau de la médecine de prévention, le réseau des assistants de service social des personnels du ministère de la justice, le réseau des référents HSCT, le réseau des référents Handicap et QVT et le réseau des psychologues du travail du secrétariat général ;
- élabore la politique ministérielle du handicap ; à ce titre, il définit la politique ministérielle en faveur du recrutement et du maintien dans l'emploi des personnes handicapées, et coordonne les actions menées par les directions d'emploi et assure la programmation et la gestion des crédits afférents.

## II - Description du poste :

Sous l'autorité du chef de la section santé, sécurité, qualité de vie au travail, en lien avec l'équipe pluridisciplinaire (médecin coordonnateur, coordonnateur national en travail social, psychologue du travail et référent ministériel santé-sécurité au travail) et les autres cadres du bureau, l'ergonome apporte son expertise méthodologique et technique en matière d'amélioration des conditions de travail dans les dossiers conduits et suivis par le bureau. A ce titre, l'ergonome :

- participe à la définition de la politique ministérielle en matière de santé et de qualité de vie au travail ;
- contribue à l'enrichissement des projets via l'appui-conseil à la maîtrise d'ouvrage, l'apport d'analyses ergonomiques participatives, la rédaction de fiches référentielles nationales, et la rédaction de cahiers des charges ;
- conseille et accompagne les services et directions-métier dans les projets d'évolution, notamment sur les aspects de conception bâtementaire, d'aménagement des postes de travail et d'accompagnement du changement ;
- participe à la mise en œuvre des plans d'actions ministériels ;
- peut être consulté pour l'établissement des préconisations pour l'achat d'équipements (postes de travail) et d'appareils de protection (EPC, EPI) ;
- assure la veille juridique et technique dans son domaine d'activité ;
- participe à l'animation des groupes de travail ministériels et, le cas échéant, aux travaux interministériels ;
- élabore et conçoit les formations à destination de publics divers (agents, chefs de service...).

## III - Compétences requises :

Le candidat doit justifier :

- d'un Master II en ergonomie de l'activité (ou d'un diplôme strictement équivalent) ;
- d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'ergonomie de l'activité ;
- d'au moins une expérience dans le domaine de l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage (sinon maîtrise d'œuvre) dans un projet de conception bâtementaire ou architecturale.

Le candidat doit par ailleurs disposer des compétences suivantes :

- capacités à mettre en place et à suivre les indicateurs pertinents de suivi de l'activité ; capacités d'analyse pour extraire et synthétiser les informations pertinentes ;
- maîtrise de la réglementation santé, sécurité, qualité de vie au travail ;
- savoir-faire en matière de conduite de projet et conduite du changement ;
- sens du conseil et des relations humaines ; pragmatisme ; intérêt pour le travail transversal et le travail en équipe ;
- compétences pour argumenter, négocier et convaincre ;
- capacité à être force de propositions de solutions innovantes ;
- goût pour la communication et la prise de parole en public (conduite d'entretiens, animation de groupes de travail par exemple) ;
- qualités rédactionnelles.

### Renseignements et candidatures :

**M. Sébastien CANNICIONI**, chef du BSQVT ([sebastien.canniccioni@justice.gouv.fr](mailto:sebastien.canniccioni@justice.gouv.fr))

**Mme Agnès BAUDET ARZEL**, adjointe au chef du BSQVT ([agnes.baudet-arzel@justice.gouv.fr](mailto:agnes.baudet-arzel@justice.gouv.fr))

**Mme Laure VEYNE**, cheffe de la section SST/QVT (01 70 22 90 24 / [laure.veyne@justice.gouv.fr](mailto:laure.veyne@justice.gouv.fr))